

**Petit déjeuner débat du Cercle Français de l'Eau
Paris le 26 octobre 2017**

Les enjeux sécuritaires liés à l'eau

**À travers l'initiative du Global High Level Panel on
Water and Peace (GHLPP)**

SOMMAIRE

Introduction	3
Débat autour de Franck Galland, membre du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix	5
Échanges avec la salle	17
Conclusion	27

Introduction

Sophie Auconie

Députée, présidente du Cercle Français de l'eau et gouverneur au Conseil mondial de l'eau

Bonjour à toutes et tous. Merci de votre présence et je remercie également à Franck Galland d'être à nos côtés ce matin, car il part pour l'Italie dans quelques heures. Je suis très heureuse de vous retrouver cette fois avec un nouveau statut, celui de députée d'Indre-et-Loire à l'Assemblée nationale où j'ai la chance de pouvoir parler de l'eau en tant que représentante de l'ensemble des acteurs. J'en profite pour saluer un collègue présent aujourd'hui.

Comme à son habitude, le Cercle Français de l'Eau organise un petit déjeuner débat dont l'objet aujourd'hui est de mettre en lumière un ouvrage récemment paru sur cette question de l'eau et sa place dans l'actualité. Avant de vous le présenter, je vous rappelle que notre prochain colloque aura lieu le 30 novembre prochain à l'Assemblée nationale, de 9 heures à 12 h 30, sur le thème « Politique européenne de l'eau, nouveaux enjeux et contributions françaises ». Les acteurs français avaient autrefois une très grande influence sur la problématique de l'eau au niveau des institutions européennes, ce qui est un peu moins le cas aujourd'hui. Je pense que c'est un sujet dont nous devons tous nous saisir. Le programme de ce colloque sera mis en ligne cette semaine sur notre site Internet et les inscriptions sont ouvertes.

Un Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix a été lancé le 16 novembre 2015 à Genève. Cette initiative diplomatique suisse regroupe quinze experts désignés par quinze pays qui ont souhaité, dès son origine, accompagner ce projet. La problématique de l'eau et de la paix présente de nombreuses facettes. Le Panel de haut niveau traite les quatre thèmes suivants :

- l'identification de mécanismes juridiques, économiques et financiers, pour inciter à la coopération intersectorielle et transfrontalière ;
- la considération des moyens de mieux appréhender et prévenir les conflits liés à l'eau aux niveaux transfrontalier et intersectoriel, notamment à travers des mécanismes promouvant l'hydrodiplomatie ;
- la promotion de la mise en œuvre efficace des conventions globales sur l'eau ;
- la promotion de meilleures pratiques de coopération de l'eau.

La France a désigné Franck Galland pour son expertise sur les sujets de sécurité liés aux ressources en eau et à ses infrastructures. Après deux ans de travail, le Panel a dressé un état des lieux et fait des recommandations pour mieux prévenir les conflits liés à l'eau et protéger les systèmes d'alimentation en eau potable durant les guerres.

Le rapport intitulé « *A Matter of Survival* » (Question de survie) a été rendu public le 14 septembre dernier à la Maison de la paix à Genève, puis à New York lors de l'Assemblée générale des Nations unies. C'est avec grand plaisir que nous accueillons Franck Galland, qui a contribué à ce rapport, pour une présentation qui sera suivie d'une période de questions et réponses.

Je tiens également à remercier Sarah Robin, collaboratrice toujours très dynamique et engagée sur cette problématique de l'eau, pour l'organisation de cet événement. Cher Pierre, je te cède la parole.

Pierre Victoria

Délégué général du Cercle Français de l'Eau

Merci Sophie. Je précise que, en plus d'être députée d'Indre-et-Loire, Sophie est députée de la Nation et de la Communauté de l'eau. Je remercie les parlementaires présents avec nous ce matin. Franck, je te laisse nous présenter ce rapport sur l'eau.

Débat autour de Franck Galland, membre du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix

Franck Galland

Madame la députée, chère Sophie, cher Pierre, je vous remercie de votre accueil. Mesdames et Messieurs, chers amis, puisque je retrouve un certain nombre de têtes familières avec qui j'ai pris énormément de plaisir à travailler, je suis ravi d'être parmi vous ce matin pour aborder les conclusions qui ont été les nôtres après deux ans de travail, comme l'a dit Sophie, et, au-delà de ce rapport, pour aborder la problématique des enjeux stratégiques et sécuritaires liés aux ressources en eau.

Avant de rentrer dans le vif du sujet, je précise que cette initiative a été lancée deux jours après le 13 novembre 2015. Mes amis suisses m'avaient alors demandé si je souhaitais rester à Paris compte tenu des événements. J'ai décliné leur proposition et rejoint Genève le dimanche suivant (15 novembre). La date du lancement de ce Panel deux jours après l'attentat le plus meurtrier sur le sol national qui ne visait pas les infrastructures en eau, certes, mais la France et ses citoyens, est éminemment symbolique. La diplomatie suisse a souhaité très tôt nous manifester sa profonde compassion face à cet événement dramatique.

Je me suis rapidement aperçu que la coopération suisse ne faisait pas les choses par hasard. Elle avait une réelle ambition qui allait bien au-delà de la remise d'un rapport. Un rapport de plus, me direz-vous. Nous avons deux ans pour le réaliser, mais il a été remis deux mois avant le terme de ce délai. Pour un rapport de Panel, j'estime qu'il s'agit là d'un beau travail. Ce rapport va être suivi de faits que je décrirai dans la deuxième partie de mon intervention.

À la tête de ce Panel, la coopération suisse a choisi un grand monsieur, Danilo Türk, ancien président de la République slovène et candidat au poste de secrétaire général des Nations unies lors de la dernière élection (2016). Il a découvert la problématique de l'eau en marchant et à travers les contacts qu'il a pu avoir avec les experts que nous sommes. Monsieur Danilo Türk s'est véritablement passionné pour le sujet à tel point qu'il va continuer, au-delà de la remise de ce document, une trajectoire sur cette thématique. Nous avons deux vice-présidents issus de pays qui, là encore, n'ont pas été choisis au hasard : le premier vice-président est du Costa Rica, ancien ministre de l'Environnement, et le second est sénégalais. La place du Sénégal au sein de ce Panel m'a aussitôt interpellé d'autant que ce pays a très tôt manifesté son intérêt pour nous recevoir.

Nous nous sommes réunis tous les six mois, chaque fois dans un pays différent : la Suisse (15 novembre 2015), le Sénégal, le Costa Rica puis la Jordanie. Les conclusions de ce rapport ont été rendues à Genève. Parallèlement au lancement de ce Panel, le Sénégal a initié une stratégie vis-à-vis du Conseil de sécurité des Nations unies que le Sénégal a rejoint, pour deux ans, au 1^{er} janvier 2016 et qu'il a même présidé durant six mois. Le président Macky Sall, ingénieur de formation et qui a été un grand ministre des Ressources en eau, a voulu porter, à travers son ministre des Affaires étrangères, Mankeur Ndiaye, une initiative « Eau, paix et sécurité » au plus haut niveau, c'est-à-dire au Conseil de sécurité des Nations unies. C'est la première fois que le Conseil de sécurité se saisissait de cette

thématique. L'ambition du Sénégal était en fait de « copier » la Namibie qui avait porté avec succès (en 2000), lors de sa présidence du Conseil de sécurité des Nations unies, une initiative sur les femmes dans les conflits : leur protection durant les guerres et la reconnaissance de leur rôle sur la reconstruction post-conflit. Cette initiative a abouti à la résolution 1325 des États-Unis intitulée « Women, Peace and Security ».

L'ambition du Sénégal a donc été d'apporter tout son concours au niveau du Panel en proposant en parallèle une initiative au niveau du Conseil de sécurité des Nations unies. Cette initiative s'est traduite par une grande réunion à New York (22 novembre 2016), où soixante-neuf États étaient représentés, avec l'objectif, qui n'est pas encore atteint, de présenter une résolution au Conseil de sécurité des Nations unies sur cette thématique « Eau, paix et sécurité ». Les travaux du Panel comme vous allez le voir, vont nourrir cette réflexion notamment sur la protection des infrastructures en eau durant les conflits.

Douze États avec leurs experts, dont j'étais, ont apporté le meilleur de leurs idées sur ces problématiques. Personnellement, j'ai coordonné le chapitre II que vous retrouverez dans ce rapport. La version française devrait nous arriver d'ici un mois. Ce chapitre II concerne la protection des infrastructures en eau durant les conflits. Ma collègue colombienne a beaucoup travaillé sur les aspects de financement des problématiques d'eau et de paix.

À travers huit thématiques, vous retrouverez un certain nombre d'idées que je vous invite à parcourir. Avant de rentrer dans le vif du sujet, je précise que la coopération suisse a jugé important de demander à un compositeur de chacun des pays (Suisse, Sénégal, Costa Rica, Jordanie), où nous nous réunissons tous les six mois, de composer une musique sur l'eau de façon à créer une symphonie. J'ai trouvé l'idée remarquable. Cette symphonie nous a été présentée à Genève en même temps que le rapport. Pour moi qui suis un grand mélomane et fan de Radio Classique, cette symphonie est de toute beauté. Je vous invite à écouter ce DVD.

Revenons au sujet qui nous anime, à savoir la valeur sécuritaire liée à l'eau. Quand madame Clinton était candidate contre monsieur Trump, j'avais été très impressionné par l'ambition de la candidate sur les thématiques « eau » et « climat ». Je m'étais commis en écriture, comme j'en ai l'habitude depuis 2004, et un article était paru dans *Le Monde* sous le titre « Si madame Clinton est élue, ce sera une grande dame de l'eau ». Malheureusement, les choses ont évolué différemment. Quand Hillary Clinton était secrétaire d'État du gouvernement présidé par Obama, elle avait rendu public en 2012, lors de la Journée mondiale de l'eau (22 mars), un rapport intitulé « What a security ? » qui avait été commandé par le *State Department* à *The office of Director of National Intelligence* (DNI), qui est l'instance de coordination du renseignement américain. Ce rapport dévoilait d'ores et déjà les problématiques de tension que certaines régions du monde allaient connaître à cause de l'eau. Ce rapport avait pour ambition de dire à l'instance de coordination du renseignement américain : choisissons nos amis, voire, pour des alliés traditionnels comme le Pakistan, prenons en compte la problématique du manque d'eau et celle du trop-plein d'eau notamment pour porter assistance lors de grandes inondations, comme le Pakistan en a connu, à travers les moyens civilo-militaires que nous détenons.

Ce rapport faisait suite à un certain nombre de prises de position. Peter Schwartz, prospectiviste à la Royal Dutch Shell et consultant régulier de la CIA, avait déjà travaillé (dès 2003) sur les problématiques d'eau et de sécurité et celle de la rareté des ressources au sens large (halieutiques, par exemple) et ses impacts sécuritaires, mais il s'était principalement positionné sur la problématique de l'eau. Cela reprenait les travaux des années quatre-vingt-dix de Thomas Homer-Dixon, chercheur à Stanford, qui avait fait le lien entre eau et sécurité. L'étude du DNI, rendue publique le 22 mars 2012, fait état d'une étude de l'OCDE selon laquelle en 2050, c'est-à-dire presque demain, 40 % de la population mondiale (environ 3,9 milliards d'individus) vivra dans des zones soumises au stress hydrique, la demande en eau par rapport aux années 2000 aura augmenté de 55 % et le nombre de personnes affectées par le stress hydrique se sera accru de 2,3 milliards. Dans cette étude générale, un focus était fait sur les pays du sud et de l'est de la Méditerranée qui représentent 280 millions de personnes aujourd'hui et en compteront 360 millions en 2030. C'est principalement de ces pays que je vais vous parler, car il s'agit de zones que je connais le mieux.

L'Afrique du Nord ne recèle que 0,1 % des ressources en eau renouvelables et le Moyen-Orient 1,1 %. En termes de ressources renouvelables en Libye, Algérie et Palestine, on est à moins de 500 mètres cubes d'eau par habitant et par an. Comme vous pouvez le voir, le stress hydrique est là. Depuis une quinzaine d'années, ces zones ont connu un certain nombre de perturbations que vous connaissez tous si vous suivez les actualités internationales. Ces zones ont connu le « Printemps arabe » et certains de ces pays, à commencer par le Yémen, sont tombés dans des situations abyssales.

Avant la rébellion des Houtis de confession chiite, commencée en septembre 2014 et qui a entraîné une guerre, toujours d'actualité, avec plusieurs pays du Golfe comme leaders de coalition telle l'Arabie saoudite, le Yémen était déjà en situation de pénurie hydrique malheureusement chronique. Il est loin le temps d'une *Arabia felix* (le nom du Yémen), une Arabie heureuse et verte avec des vestiges hydrauliques tels que le barrage de Marib, le plus vieil ouvrage au monde, avec des cultures en terrasses. Avant le conflit (en 2015), le Yémen comptait moins de 200 mètres cubes d'eau par habitant et par an en termes de ressources renouvelables, c'est-à-dire en deçà du seuil de stress hydrique, sans compter que les ressources en eau étaient très inégalement réparties (la partie ouest était assez démunie en eau).

Les projections 2050 en termes de ressources avant le conflit avançaient le chiffre faramineux de 50 mètres cubes par an et par habitant. J'avais commencé à écrire des articles sur le Yémen en disant que ce pays serait le premier à disparaître de ses frontières naturelles à cause du manque d'eau, qu'une ville comme Sanaa (capitale du Yémen) ne pouvait plus le rester compte tenu du fait qu'il n'y avait plus rien dans les nappes alors que la ville d'Aden a la possibilité, avec des financements, de recourir au dessalement pour s'alimenter en eau. Une étude de McKinsey montrait dès 2010 que les nappes seraient vides à l'horizon 2020.

Sanaa est située à 300 kilomètres des côtes avec une déclinaison très importante, d'où des coûts énergétiques colossaux pour un grand transfert d'eau depuis la côte. Toute vie sur cette capitale paraissait donc très compliquée. En plus de cette situation difficile, le conflit est survenu avec le ciblage, sciemment ou non, des infrastructures en eau et électricité, des hôpitaux... et son lot de victimes collatérales. Non seulement les infrastructures hydrauliques étaient très pauvres, faute de gouvernance et d'investissement, mais 30 % des terres arables du Yémen sont consacrées à la

production d'une drogue : le khat. Dans les pays en voie de développement, 90 % des ressources en eau sont destinées à l'agriculture. Au Yémen, 40 % à 50 % de l'eau à vocation agricole sert à produire le khat qui annihile la société yéménite et profite à un certain nombre de personnes à travers un trafic généralisé sur l'ensemble de la Corne de l'Afrique. Le khat rapporte entre 8 000 et 10 000 \$ par hectare, et représente entre 30 % et 40 % des dépenses des ménages yéménites. Ce pays, qui avait des qualités « hydriques », est descendu aux enfers par manque de gouvernance et d'investissement, par choix d'une culture qui, en l'occurrence, est liée à la drogue alors que cela aurait pu être du coton... et par une guerre civile, voire un conflit de haute intensité impliquant des puissances régionales, en raison de conflits ethniques, religieux et d'enjeux de puissance, avec d'énormes conséquences sur les infrastructures d'alimentation en eau. Voilà un des premiers cas.

Si ce discours avait été tenu il y a cinq ans, j'aurais donné « ce que je crois de plus en plus vrai ». J'ai commencé à écrire sur la thématique de l'eau en 2004, quand j'étais directeur de la sûreté de Suez Environnement. Je suis chef d'entreprise depuis sept ans. Quand j'allais à la Fnac, je trouvais des livres magnifiques sur la géopolitique du pétrole et celle des Balkans, mais il n'y en avait aucun sur l'eau. J'ai commencé à écrire dans la *Revue de la Défense nationale et sécurité collective*. Mon premier ouvrage était consacré à la géopolitique de l'eau en Éthiopie. J'ai toujours écrit sur ce sujet, mais force est de constater que depuis cinq ans, à travers l'exemple du Yémen comme celui de la Syrie, les Printemps arabes et les conflits ont lieu dans des zones densément peuplées et déjà soumises à un stress hydrique extrême avec des infrastructures en flux tendu qui souffrent énormément.

François Delattre, ambassadeur de France aux Nations unies, a comparé la ville d'Alep à Sarajevo pendant la guerre de Bosnie ou à Guernica pendant la guerre d'Espagne. Il disait que des crimes de guerre avaient à l'évidence été commis sur Alep. Cette ville, qui était la capitale industrielle de Syrie, est aujourd'hui une ville parmi d'autres de ce pays. Elle a été détruite à la fois en surface et de manière souterraine. Selon le CICR (données de 2016), la Syrie a perdu pas moins de 60 % de sa capacité d'approvisionnement en eau. Quand Bachar el-Assad était encore notre invité pour le 14 Juillet, dans le cadre des travaux de l'Union pour la Méditerranée, et que la Syrie avait émis des besoins pour que des opérateurs privés viennent travailler et agir sur l'offre et la demande concernant les réseaux urbains syriens, il y avait déjà énormément de besoins avec des taux de fuite de 40 à 45 % dans les réseaux, avec des stations de pompage qu'il fallait rendre plus efficaces... La situation qui était déjà très tendue avant le conflit syrien est devenue apocalyptique. Dans une ville comme Alep, il y a eu très clairement des actions délibérées, quelle qu'en soit l'origine (Al-Qaïda, Al-Nosra...), visant les infrastructures en eau tant sur la partie « distribution » que sur les parties « production » et « électricité ». Sans électricité, il n'y a pas d'eau ni d'assainissement.

Le conflit syrien a révélé que l'eau était devenue une cible. Elle l'a toujours été dans les guerres, mais ce sujet est redevenu d'actualité. En Syrie comme en Irak, on a fait la guerre contre l'eau. C'est une nouvelle problématique. Les belligérants ont pris un malin plaisir à couper toutes les sources d'approvisionnement en eau, comme cela se faisait au Moyen Âge lors d'un siège où les approvisionnements en vivres et en eau étaient coupés. C'est exactement ce qui s'est passé tant du point de vue gouvernemental que du point de vue rebelle. Pour preuve, l'intervention internationale et son implication dans le conflit syro-irakien remontent en fait à la prise du barrage de Mossoul par Daech en août 2014. Ce barrage menace d'un tsunami urbain la ville de Mossoul qui compte 1,7 million d'habitants, car il est instable du fait de la composition du sol et du manque d'entretien

depuis sa réalisation sous le régime de Saddam Hussein. Or ce barrage, appelé aussi « barrage Saddam », est le plus important d'Irak : il fournit 45 % de son alimentation électrique. Le barrage est resté une semaine aux mains de Daech, jusqu'à ce que les bombardements de la coalition commencent.

Avant cette prise du barrage de Mossoul, la stratégie de Daech était de prendre systématiquement pour cibles les ouvrages hydrauliques à commencer par le barrage d'al-Baath, en Syrie, qui alimente sa capitale Raqqa (qui vient de tomber et qui fournissait à l'époque 60 % de l'alimentation en eau de la Syrie) et le barrage de Tabqa (en 2013), le plus grand de Syrie, qui retient le lac al-Assad et fournissait Alep en eau et en électricité. On voit bien qu'il y a eu une volonté délibérée de prendre des ouvrages essentiels à la vie, de s'y poster et de faire un chantage aux populations. Non seulement le robinet a été coupé pour un certain nombre d'entre elles, notamment les Yazidis, mais Daech a pu avec ces barrages, notamment celui d'al-Baath, trouver des sources de financement non négligeables pour ses projets étant donné que l'électricité et les services urbains fonctionnaient sur Raqqa moyennant une taxe. Il y a là aussi une nouvelle dimension.

Au-delà de ces exemples du Yémen et de Syrie, et de cette stratégie qui consiste à s'en prendre aux infrastructures en eau, force est de constater qu'il se passe la même chose en Somalie avec les milices shebabs. Nous avons pu voir leur puissance lors du plus gros attentat commis sur le territoire somalien, et Dieu sait s'il en a connu depuis une quinzaine d'années ! C'est la même chose au Darfour, où des clans se sont affrontés sur fond de sécheresse avec des stratégies d'occupation de puits, de chantage à la vente d'eau...

Nous sommes donc sur un nouveau paradigme désastreux qui consiste en conflits de haute intensité de ce type. Nous n'avions pas connu cela depuis l'ex-Yougoslavie, où il y avait malgré tout une forme de dialogue entre Bosniaques, Croates et Serbes et un consensus sur le fait de ne pas s'en prendre aux infrastructures vitales des populations même s'il y a eu des tirs de *snipers* sur un poste de ressources avec l'incidence liée au manque d'électricité. Voilà une nouvelle composante qui a justifié encore un peu plus les travaux du Panel.

Ce qui a aussi beaucoup changé, c'est la conséquence des Printemps arabes sur les infrastructures en eau. J'ai abordé cette question dans mon dernier ouvrage paru en 2014. Le Printemps arabe est un formidable vent d'espérance et de liberté dans des pays qui subissent un joug quel qu'il soit – justifié ou dictature éclairée, ce n'est pas à moi d'en juger. L'exemple de la Libye est à cet égard très intéressant. Ils ont une infrastructure stratégique gigantesque, la Grande Rivière artificielle, dont les canalisations finales ont pu relier Tripoli (1991) puis Benghazi (1997). C'est un pari fou avec 6,5 millions de mètres cubes pompés chaque jour dans la nappe du Sahara et acheminés sur 3 500 kilomètres dans des conduites larges de 4 mètres, dont certaines pèsent pas loin de 80 tonnes. Cette infrastructure, qui a permis l'alimentation en eau des villes côtières libyennes, est devenue, dès la chute de Kadhafi, l'otage de factions rivales avec des stratégies de sabotage, d'occupation et de fermeture des vannes. Au cours de l'été 2011, peu de temps après la chute de Kadhafi, Anoud al-Senoussi (fille du beau-frère de Mouammar Kadhafi, le patron des services de renseignement libyens) a été enlevée. Son clan a immédiatement répliqué en occupant un tronçon de la Grande Rivière artificielle et en fermant les vannes pendant soixante-douze heures : l'objet du chantage était la

libération d'Anoud contre l'ouverture des vannes. Elle a donc été libérée. Des aspects financiers ont dû rentrer en ligne de compte. C'est un exemple parmi tant d'autres.

Au-delà de l'occupation d'ouvrages, il y a eu énormément de destructions d'ouvrages. Ces destructions continuent, notamment en zones urbaines. Un certain nombre d'opérateurs privés, comme Suez et Veolia, étaient intéressés pour aller gérer des réseaux urbains dans des villes telles que Tripoli et Benghazi, car les taux de fuite étaient à l'époque autour de 40 %. Tout était à faire. De beaux contrats ont été réalisés en Algérie (Alger, Constantine, Oran) et au Maroc (Casablanca, Rabat, Tanger, Tétouan). À l'évidence, la Libye avait besoin de nous. Cette eau, qui est celle de leurs arrière-arrière-petits-enfants, est éminemment précieuse et se devait d'être gérée avec science, conscience et efficacité, d'où l'intérêt de voir arriver des opérateurs privés en gestion déléguée sur les côtes libyennes. La crise telle que nous l'avons connue depuis la chute de Kadhafi a rendu tout déploiement impossible pour des raisons évidentes de sécurité. Depuis 2011, la situation s'est encore plus dégradée. Il est très difficile aujourd'hui d'avoir des chiffres sur le taux de fuite des réseaux urbains des grandes villes libyennes, mais je peux vous assurer que, ne serait-ce que pour des problèmes d'acheminement de pièces ou de réparations diverses et variées, le conflit tel qu'il continue de se dérouler sur le sol libyen n'est pas une bonne nouvelle pour les infrastructures en eau. Voilà un autre axe de réflexion.

Tous ces conflits qui ont lieu sur ces zones moyen-orientales ont eu une grosse incidence sur les réfugiés, ce que nous savons fort bien compte tenu des flux migratoires sur le sol européen. Les pays comme la Jordanie et le Liban sont les premiers touchés par cette grande masse humaine. C'est le premier grand déplacement humain depuis la Seconde Guerre mondiale. Nous avons sans doute des questions à nous poser quand on voit ce que subit le Liban, qui est le « château d'eau » de la zone. Le Liban compte 4 millions d'habitants même si sa capitale dans le monde n'est pas Beyrouth, mais Sao Paulo du fait de la diaspora libanaise. L'apport de réfugiés au Liban est estimé à 1,5 million, soit 30 % de la population libanaise. Ces réfugiés ont eu pour incidence l'organisation d'un trafic d'eau avec le creusement de puits, alors que le Liban était déjà confronté à une multiplication de forages illégaux. La Banque mondiale estimait en 2003 qu'il y avait 700 puits exploités par les talibans et 50 000 puits privés, dont 80 % d'illégaux, d'où un certain nombre de cris d'alarme relayés par les médias occidentaux, car, s'il y a beaucoup d'eau au Liban, il y a de moins en moins de précipitations et de manteau neigeux du fait du changement climatique. Les forages illégaux dans certaines parties du Liban compliquent la situation des nappes et la venue en masse des réfugiés a accentué cette dynamique. De véritables trafics s'organisent pour l'alimentation en gazoil des groupes électrogènes destinés à faire fonctionner ces puits, pour la vente d'eau et le transport de l'eau traitée ou brute... Il y a ainsi une succession de gens qui s'enrichissent énormément. Ces « mafias de l'eau » fleurissent après les conflits.

Si le conflit n'a pas lieu « pour une fois » sur le territoire libanais, le Liban en est pourtant victime. Il y a des situations similaires au Pakistan, où la ville de Karachi est aujourd'hui directement sous le joug des « trafiquants d'eau ». Même si le Liban a de la ressource, il y a danger. Le danger se trouve en fait plus sur le territoire jordanien, car il est déjà en pénurie d'eau. En Jordanie, 20 % de la population est d'origine syrienne ou irakienne suite au conflit que connaît cet ensemble mésopotamien depuis quatre ou cinq ans. À cela s'ajoute la grande masse de réfugiés que la Jordanie accueille depuis plus d'une vingtaine d'années. Amman est la plus grande ville de réfugiés au monde. Le problème de la

Jordanie vient du fait que ce pays est de plus en plus urbanisé avec 78 % de la population jordanienne de souche ou réfugiée vivant dans les zones urbaines. Il faut savoir que 75 % de la population est concentré sur trois villes : Amman, Irbid et Zarqa. La construction de la station de Zarqa, par le groupe Suez Environnement, pour le traitement des eaux usées a transformé cette banlieue en zone éminemment urbaine. Pour alimenter un pays qui avait, avant le conflit, un déficit hydrique annuel de 500 millions de mètres cubes, on en était venu à réfléchir à des infrastructures comme le transfert d'eau de Disi à Amman commencé en 2009 et inauguré en juillet 2013 : il achemine 100 millions de mètres cubes d'eau par an pour alimenter la ville d'Amman. Une extension est prévue pour alimenter cette zone du nord qui est aujourd'hui une zone d'accueil de réfugiés, mais cette infrastructure n'a pas été pensée pour faire face à ce flot de réfugiés quand elle a été planifiée en 2009. À terme, selon les calculs des experts, la nappe jordano-saoudienne de Disi ne donnera plus. La Jordanie était déjà un pays en tension extrême et il n'a pas de ressources en hydrocarbures. Le premier client de la société d'énergie jordanienne est la Société des eaux jordaniennes, car l'acheminement de l'eau de la frontière jordano-saoudienne jusqu'à Amman nécessite énormément d'énergie. Et, indirectement, il faudrait de l'eau pour l'énergie, car l'énergie utilisée est du fioul importé. Il n'y a pas encore de grand projet lié au nucléaire même si des intentions très fermes sur ce sujet se sont manifestées à la fin des années 2008-2009. La facture énergétique pour l'eau est colossale et continue de s'accroître, et je ne vois pas de perspective d'amélioration. L'afflux de réfugiés est une des conséquences de plus de ce Printemps arabe et pose un problème pour les ressources en eau dans des pays qui n'étaient pas faits pour accueillir ce type de problématique particulièrement déstabilisante.

Un vrai problème est en train de poindre d'un ensemble qui part de la frontière algéro-libyenne jusqu'au Pakistan. Alexandre, qui est un spécialiste de ce pays, pourra certainement en dire quelques mots. Là aussi, d'énormes sujets bien réels s'annoncent. Au-delà de ce constat dramatique, il y a des sujets « qui ne manquent pas d'intérêt » sur les conséquences en eau. Le Qatar, qui a le premier PIB par habitant de la planète devant le Liechtenstein, n'a pas de problème d'alimentation en eau sauf qu'il dépend à 99 % du dessalement. Le Qatar dispose actuellement de trois jours de réserve en eau et devrait normalement passer à sept jours un peu avant la Coupe du monde (en 2022) si jamais elle a lieu sur le territoire du Qatar. La crise diplomatique actuelle d'isolement que connaît le Qatar pose d'importantes questions sur les infrastructures stratégiques. Il y a quelques mois, nous étions à deux doigts du conflit armé. Les infrastructures du Qatar sont d'une très grande vulnérabilité face à une « cybermalveillance » qui pourrait paralyser le système s'il n'est pas protégé, face à une pollution chimique volontaire ou accidentelle de l'eau de mer par des hydrocarbures. Cela rappelle des scénarios lors de la guerre du Golfe (en 1991) visant les stations de dessalement de la côte est saoudienne. Tout est possible en termes de destruction à l'explosif ou par d'autres moyens. On voit bien que l'eau peut être prise en otage.

Un pays qatarien comme Singapour s'est rendu indépendant de manière stratégique par rapport à son grand voisin malais en 1960, date d'un accord centenaire sur la fourniture de brut de la Malaisie à Singapour. Cet acte officialisait la dépendance stratégique de Singapour par rapport à la Malaisie, mais ce sera de moins en moins vrai. En 2060, la République de Singapour sera autosuffisante stratégiquement par rapport à ses ressources en eau grâce au recyclage des eaux usées (50 %), au dessalement (25 %) et à ses nappes. Il n'y aura donc plus besoin de conduites. Aujourd'hui, le Qatar doit faire attention à son évolution stratégique à cause de sa très grande vulnérabilité. Il y a toujours un « *good cop, bad cop* », et le mauvais génie sur ce sujet serait les Émirats arabes unis. La rivalité

ancestrale a débordé sur Oman, qui a été victime à de multiples reprises de tentatives de déstabilisation venant d'Abou Dabi. L'eau est en quelque sorte un facteur d'otage, dans un pays tel que celui-ci.

Nous pourrions aussi parler de la dynamique sahéenne. La déstabilisation que connaît le Sahel a également des incidences sur les ressources en eau. Nos soldats prennent tous les risques pour aller s'approvisionner en eau à un puits. Les principales victimes d'engins explosifs improvisés sont des gens de la logistique. Le panorama n'est pas très reluisant et je pense que les travaux du Panel étaient nécessaires pour pouvoir apporter un certain nombre de solutions. Quelles sont-elles ? Je ne vais pas reprendre ce qui figure dans le document et je préfère laisser la parole aux questions qui, à l'évidence, ne manqueront pas. Je pense vraiment que la première des solutions est de favoriser une coopération régionale sur de grands ensembles de bassins.

À travers les travaux de ce Panel, j'ai découvert que nous avons 286 fleuves transfrontaliers, partagés entre 58 États, et que 84 de ces bassins avaient une dynamique commune de partage de données, d'évolutions stratégiques et politiques conjointes. On retrouve là aussi la dynamique du Sénégal. Ce pays peut s'enorgueillir d'être partie prenante de l'Organisation de mise en valeur du Sénégal, qui est l'une des seules organisations véritablement apprenante et coopérante entre des pays aussi différents que la Mauritanie et le Sénégal. Les seuls survivants des accords d'Oslo sur le Jourdain se sont inspirés des initiatives de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), voulue par Léopold Sédar-Senghor. Lors de notre semaine de travail collectif au Sénégal (avril 2016) a été inaugurée l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie, qui est le petit frère ou la petite sœur de l'OMVS.

Nous avons à l'évidence des axes de coopération à trouver pour renforcer ces organismes de coopération régionaux à l'échelle des bassins. C'est d'autant plus nécessaire que sortent de terre un certain nombre d'ouvrages, qui sont notamment source de discordes. Le grand barrage de la Renaissance sera, à l'horizon 2018-2019, le plus grand d'Afrique (63 milliards de mètres cubes) avec une imposante puissance électrique (6 000 MW) qui en fera le 13^e ou 14^e du monde. Or ce barrage est contesté depuis une quinzaine d'années. Un accord a été trouvé, preuve que la sagesse des hommes peut permettre de solutionner une problématique entre États rivaux. Les « latinistes » de la salle savent que « rival » vient de *rivalis* : riverains qui tirent l'eau d'un même puits ou cours d'eau. Je félicite l'initiative de coopération du bassin du Nil et l'hydrodiplomatie qui a permis, le 23 mars 2015, de voir cette magnifique image du président soudanais Omar el-Béchir, du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi et du Premier ministre éthiopien Haile Mariam Dessalegn, main dans la main, disant que cette infrastructure devait servir à l'ensemble de la région et qu'il fallait, à l'aide des différences, lancer un certain nombre d'études.

L'École française de l'eau a su s'imposer à travers les travaux d'Artelia et de BRL Ingénierie pour toutes les études d'impacts éminemment politiques. Le directeur général de BRL Ingénierie m'a dit récemment que tout commence maintenant, c'est-à-dire depuis janvier 2017. La pression politique sur la protection de l'information est très élevée. Les conclusions qui seront rendues par Artelia et BRL Ingénierie sur les études d'impacts sont non seulement attendues par les trois parties prenantes, mais elles seront aussi d'une sensibilité extrême. Les axes de coopération régionaux à l'échelle d'un bassin sont donc essentiels.

J'ai un autre souhait à vous soumettre, qui est la capacité à aller vers plus de diplomatie à travers des ensembles de coopération sécuritaire. L'OTAN s'est toujours intéressée aux ressources en eau, mais elle accentue son intérêt à travers un certain nombre d'initiatives, comme le Comité scientifique de l'OTAN, de façon à ce que les États coopèrent sur des sujets essentiels comme les ressources en eau. Je constate aussi que l'Organisation pour la sécurité et la coopération de l'Europe (OSCE) devient de plus en plus affûtée sur les questions sécuritaires liées aux ressources en eau. Elle a d'ailleurs organisé un forum en 2014 à Almaty. Cette initiative de l'OSCE de coopération régionale est essentiellement centrée sur les pays d'Asie centrale, les pays de l'ex-Europe centrale et orientale issus du monde soviétique. Dans les faits, il s'agit d'une dynamique nouvelle.

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) est une autre dynamique nouvelle de coopération de l'OTAN asiatique, où la Chine joue un rôle clé, sur le sujet des enjeux sécuritaires liés aux ressources en eau. L'OCS a lancé récemment un Water and Food Committee, se rendant compte que les enjeux de sécurité alimentaire et hydrique étaient devenus des facteurs de stabilité ou d'instabilité. L'OCS regroupe le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, la Russie et la Chine. Il y a des problématiques de la Chine et de l'Inde liées au partage des eaux et aux travaux des barrages sur de grands fleuves, et des problématiques au sujet du Mékong. On voit bien que tout l'intérêt chinois est d'aller vers plus de coopération et de dialogue au sein d'instances de coopération et de sécurité. Même si, en l'occurrence, on sort du monde de l'eau, le sujet de l'eau figure dans l'agenda.

Autre exemple qui ne vous aura pas échappé, car la presse en a fait grand cas et c'est tant mieux, c'est l'initiative du G5 Sahel. Né en février 2014 par la volonté du président mauritanien Abdel Aziz, le G5 Sahel a pour objectif de créer un corps de défense d'intervention rapide et de sécurité au profit des pays du G5 que sont le Burkina Faso, la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad. Il ne s'agit pas simplement d'avoir une force armée avec une logique d'intervention rapide. Il y a dans la réflexion du G5 Sahel des thématiques liées à la promotion d'un développement régional inclusif et durable, car il ne peut y avoir de stabilité sans développement ni infrastructures essentielles. À l'inverse, il faut protéger ces infrastructures essentielles qui contribuent à la stabilité sachant qu'un puits fait aujourd'hui l'objet d'un ciblage quasi systématique.

Un accord a été signé entre l'Agence française de développement (AFD) et le chef d'état-major des armées, Pierre de Villiers à l'époque, sur plus de coopération entre l'AFD et les armées. Pierre de Villiers disait qu'il n'y a pas de sécurité sans développement et pas de développement sans sécurité. Je pense que l'eau doit être là aussi au cœur des sujets, car c'est un élément essentiel à la vie et qui structure la stabilité sociale et économique. Un grand nombre de chercheurs ont montré que, là où il n'y a pas d'eau et où les infrastructures sont dégradées, il y a une déshérence sociale et une pauvreté qui s'installe, ce qui favorise la naissance du terrorisme et une violence radicale. Nous avons là des raisons d'espérer. Quand les grandes organisations régionales sécuritaires se mettent à réfléchir à l'eau, c'est tant mieux et cela va dans le bon sens. Quand le Conseil de sécurité des Nations unies arrivera, sous l'influence des uns et des autres, à sortir une résolution « Eau, paix et sécurité », cela ira encore mieux. Je pense que cette immersion des questions d'eau dans le monde de la défense et *vice versa* va aller en s'accroissant. Je l'ai écrit et je le vis de plus en plus.

Je vais faire un parallèle avec le Vatican, qui s'est toujours impliqué sur les sujets de sécurité. Je ne peux m'empêcher de faire le lien entre la problématique « eau-sécurité » et les prises de position de Sa Sainteté, le pape François, sur l'eau et le climat. Pour preuve, en février 2017, lors d'un séminaire organisé par l'Académie pontificale des sciences dans les jardins du Vatican, le pape François se demandait si, au milieu de cette Troisième Guerre mondiale que nous vivons par morceaux, nous ne sommes pas en chemin vers une grande guerre mondiale pour l'eau. Lors d'un séminaire organisé à Rome (23-25 octobre 2017) sous l'égide de l'UNECE et du ministère de l'Environnement italien, séminaire rassemblant les responsables des bassins fluviaux les plus représentatifs de tous les continents dans l'objectif de préparer la conférence de Bonn sur le climat (6-17 novembre 2017) et le Forum mondial de l'eau à Brasilia (18-23 mars 2018), il y a encore eu une volonté de Sa Sainteté et des services diplomatiques du Vatican de réaffirmer que l'eau devait être protégée. Il a été question d'une « culture de protection », faisant référence aux travaux que vous connaissez de *Laudato Si'* sur l'écologie. Ces travaux, où la question de l'eau tient une place centrale, ont été rendus publics par le Vatican en juin 2015. Cela prouve encore une fois que le sujet de la protection de l'eau devient un enjeu de taille et se trouve au cœur de problématiques.

Je vais terminer mon propos en revenant sur quelques propositions clés, que vous retrouverez dans ce rapport, sur la protection des infrastructures en eau durant les conflits. J'ai découvert (cf. p. 22) que les infrastructures en eau n'avaient sans doute pas besoin d'un arsenal législatif complémentaire, car tout était écrit dans les conventions de Genève et leurs protocoles additionnels, notamment de 1977. Je rends hommage aux travaux de ma consœur suisse Laurence Boisson de Chazournes et de sa collègue de l'Institut de Genève, qui ont vraiment rassemblé l'ensemble des articles qui doivent permettre aujourd'hui de mieux protéger durant les conflits les infrastructures en eau et celles sensibles comme les hôpitaux. Nous n'avons pas foncièrement besoin de plus de choses. Tout est écrit. J'ai même découvert qu'une infrastructure peut bénéficier d'un « panneautage » en période de conflit, car les infrastructures au sol ne sont pas visibles pour les pilotes de chasse. Un panneautage spécifique les prévient de ne pas bombarder les zones signalées en rouge et qui correspondent aux infrastructures à protéger. Normalement, il ne faut pas les cibler. Ce type de signalisations, qui sont issues des conventions de Genève, doit pouvoir être déployé.

Beaucoup de choses existent au niveau de l'arsenal juridique, mais il faut pouvoir les faire vivre. En revanche, on « n'empêchera pas » les hommes de s'entretuer ni les imbéciles de continuer à cibler les infrastructures. Le Panel a mis en évidence la nécessité absolue d'aider les techniciens et les ingénieurs locaux qui restent sur place, ce qui était tout à fait symptomatique dans le cadre du conflit syrien, car ce sont d'excellentes plates-formes de renseignement dans l'évaluation des dégâts. Ce sont un peu les « casques bleus de l'eau ». Ils font ce qu'ils peuvent pour réparer les conduites cassées, mais ils ont besoin de pièces. Même pendant les conflits, il est possible de faire beaucoup de choses en accompagnant ces gens-là. Il est aussi possible d'accompagner les ONG, mais elles étaient cloîtrées pendant les heures les plus sombres du conflit syrien et n'ont pas pu évoluer sur les zones de conflit pour leur propre protection. Il faut pouvoir apporter une aide surtout en zone urbaine, car c'est là que se déroulent les conflits, aider les gens qui restent sur le terrain par de l'information, du conseil et surtout par des pièces détachées afin de pouvoir stabiliser la situation. Dès que les choses se stabilisent, il faut faire très rapidement un diagnostic opérationnel sur les besoins. Il ne sert à rien d'arriver avec une « cavalerie » complètement inadaptée par rapport à la réalité des demandes et à l'état des destructions.

À travers une étude qui m'a été confiée sur un autre sujet par le cabinet du ministre de la Défense sur l'alimentation en eau de nos forces lors d'opérations extérieures, je me suis rendu compte qu'il y avait dans les armées françaises, allemandes, britanniques, américaines, sénégalaises... des experts en eau et en forage. Ce sont des soldats armés qui savent se mouvoir en zone hostile et sont à même de faire un forage ou de réparer une conduite. Ce sont ces gens-là qui doivent devenir les « casques bleus de l'eau ». Je pense que nous en avons éminemment besoin pour essayer de stabiliser des zones qui sortent de conflit suite à des cessez-le-feu afin de pouvoir instaurer ce bien essentiel aux populations pour faire en sorte qu'elles reviennent. Nous le voyons en Syrie, où les populations commencent à revenir. Tant qu'il n'y aura pas d'eau ni d'électricité, elles ne reviendront pas alors qu'elles aspirent au retour. C'est typiquement une initiative très concrète sur le sujet, qui consiste à essayer de lister et de fédérer un certain nombre d'expertises que nous avons dans nos armées et qui pourraient partir, à la demande du Conseil de sécurité des Nations unies, pour stabiliser une situation en sortie de crise liée aux réseaux d'eau.

Je pense qu'il y a un énorme enjeu auprès de grands bailleurs de fonds internationaux et de grandes fondations. La reconstruction et la prévention des conflits liés à l'eau doivent devenir une priorité des grandes fondations. Bill Gates s'est énormément investi dans les problématiques d'assainissement dans les pays en voie de développement. Je crois qu'il y a un effort de sensibilisation à faire auprès des grandes fondations de plus en plus riches, qui doivent pouvoir jouer un rôle de médiation et, quand la médiation n'est pas possible, un rôle de rétablissement de services essentiels aux populations dès que la situation le permet.

Je ne peux m'empêcher de reprendre mon « ex-casquette Suez » même si je continue à travailler énormément avec des opérateurs privés. Je suis persuadé que les opérateurs privés en gestion déléguée ont un vrai rôle de stabilisation à jouer pour éviter que des situations ne dérapent. Cela s'est vu de manière remarquable sur le territoire algérien grâce à « la prise de conscience » et aux revenus assez colossaux de l'Algérie à l'époque, mais ce serait de moins en moins vrai aujourd'hui compte tenu de la chute du prix du baril de brut. Le président Abdelaziz Bouteflika et le ministre des Ressources en eau de l'époque, Abdelmalek Sellal, avant qu'il ne devienne Premier ministre, ont pris conscience de l'intérêt stratégique de mettre l'eau au cœur du financement d'infrastructures. En Algérie, dans les années quatre-vingt-dix, on continuait à financer le développement de la téléphonie. Il a fallu une coulée de boue à Bab el-Oued et des dizaines de personnes parties à la mer pour se rendre compte que l'assainissement devait être une priorité. Il a fallu des problématiques liées à une eau disponible uniquement deux heures à Alger pour faire en sorte que l'on puisse mieux gérer la ressource. Aujourd'hui, Alger a une station de dessalement avec des conduites de transfert et des retenues ont été créées. Il y avait énormément d'argent, certes, mais encore fallait-il avoir la volonté politique de le faire. Quand on a à la fois la volonté politique d'agir et de bons partenaires (techniciens et ingénieurs) qui viennent travailler pour mieux gérer la demande et l'offre, cela participe à la stabilité et à une stratégie globale de sécurité dans des pays qui en ont vraiment besoin. Je n'ai qu'un souhait : que ce monde moyen-oriental d'Afrique du Nord aille mieux afin que des opérateurs, qu'ils soient publics ou privés, puissent mieux gérer leurs infrastructures et concourir en cela à la stabilité des populations et au futur des enfants de ces zones. Je vous remercie de votre attention.

Pierre Victoria

Merci pour ce remarquable exposé passionné et passionnant. Franck nous a beaucoup apporté au Cercle Français de l'eau sur les questions « eau » et « conflits », car notre discours jusqu'à présent consistait à dire que les guerres de l'eau faisaient partie des « marronniers » journalistiques et ne correspondaient absolument pas à une réalité en nous basant sur les chiffres des États-Unis selon lesquels il y aurait eu une vingtaine de conflits autour de l'eau en cinquante ans. Les 250 accords de coopération autour de la question de l'eau prouvent que c'est vraiment la question de la coopération qui est importante et que c'est celle qui prévaut. À travers les deux ouvrages que Franck a cités et dont il est l'auteur, le premier sur la question de l'hydrodiplomatie et de la géopolitique de l'eau (éditions CNRS en 2008) et le deuxième sur les problématiques du Printemps arabe et ses conséquences sur l'organisation de l'eau et les risques de conflit liés à l'eau, Franck nous a fait prendre conscience des relations entre eau et conflits. Certes, les guerres de l'eau n'existaient pas ou très peu depuis la fameuse histoire en Mésopotamie. Franck nous a appris que l'eau devenait un instrument dans d'autres conflits. Au Cercle Français de l'eau, il nous a ouvert les yeux sur cette problématique que nous avons tendance à regarder avec un œil étranger ou peut-être un peu naïf sur ces sujets qui se posaient. On a toujours vu les Américains assez présents sur ces sujets. Je pense notamment à l'United States Army Corps of Engineers, auquel tu as fait allusion tout à l'heure, qui est en quelque sorte le Génie militaire américain. Sophie, en tant que gouverneur du Conseil mondial de l'eau, pouvez-vous nous dire si ces sujets sont abordés au sein du *Board* du Conseil mondial de l'eau ou s'ils reviennent un peu en haut de l'agenda de la Communauté de l'eau ?

Sophie Auconie

Je n'étais pas au dernier *Board* du Conseil mondial de l'eau, mais je n'ai pas entendu exprimer de cette façon l'urgence de prendre en considération cette thématique de même que je ne l'ai pas constaté suffisamment à mon goût à l'Assemblée nationale. Il y a des sujets de la Défense et des Affaires étrangères qui rejoignent ces thématiques très importantes. Il me paraît indispensable, comme le suggérait Franck, de faire une audition à l'Assemblée nationale dans le cadre soit de la commission de la Défense » soit de celle des Affaires étrangères. Il faut sensibiliser le monde politique français à cette problématique, à ce danger qui vient de nous être présenté et qui nous concerne aussi. C'est évidemment un sujet dont il faut que nous parlions lors du *Board* du mois de novembre du Conseil mondial de l'eau.

Pierre Victoria

Je vous propose de passer maintenant aux échanges avec la salle.

Échanges avec la salle

Sereine Mauborgne

Députée du Var et présidente de la délégation à l'OSCE pour l'Assemblée parlementaire

Je suis très intéressée par votre sujet que je découvre aujourd'hui en grande partie. L'une des actions proposées par Sophie me paraît effectivement intéressante, car je pense qu'il nous faut être encore plus ambitieux. La commission de la Défense dont je fais partie l'aborde finalement assez peu. Je me dis qu'il faudrait régulièrement aborder ce sujet dans la coopération qui s'établit avec l'armée, que ce soit avec nos soldats ou dans la cadre de la formation. Il faut ramener en permanence cette problématique sur la table. Tous les parlementaires ont changé depuis le forum sur l'eau organisé par l'OCDE en 2015. Il serait bon de faire des piqûres de rappel sur les évolutions... d'autant que ce problème rejoint celui des migrations. Comment est-il possible de vous aider à le faire et qui le finance ?

Franck Galland

Je suis touché par votre proposition. Pour ma part, je suis un modeste chef d'entreprise. Sur ces sujets, je me positionne en tant que bénévole. J'ai libéré mon agenda quand Jean-Marc Ayrault m'a désigné *ad hominem* comme expert sur ce sujet. En réserve opérationnelle, j'ai travaillé pendant trois ans au profit de Jean-Yves Le Drian pour l'alimentation en eau de nos forces lors d'opérations extérieures. Je suis sur une dynamique de « soldat de l'eau », ainsi que l'a titré *Le Nouvel Observateur* voilà déjà quelques années. À l'évidence, on ne peut pas se satisfaire de la posture qui est la mienne. Le sujet nécessite beaucoup plus de professionnalisme. Qui dit professionnalisme dit ressources, et sans doute aussi une organisation. Je pense que la France a quelque chose à faire sur ce sujet. Sa vocation universelle, son implication sur la région que je viens de décrire et ses réalisations dans le domaine de l'eau avec cette École française de l'eau éminemment reconnue, tout cela fait que nous devons pouvoir converger vers un certain nombre de solutions d'autant plus qu'il n'y a pas, à mon avis, de *leader* sur ce sujet au niveau international. Il aurait pu y en avoir si madame Clinton avait été élue. Là, les Américains auraient été prêts financièrement, diplomatiquement et militairement à s'impliquer encore un peu plus sur ces questions de l'eau. Aujourd'hui, force est de constater qu'il y a un retour du balancier.

Il y a un besoin de *leadership*. La nouvelle présidence française peut sans doute l'assumer. Le monde le demande au sens large, mais surtout cette zone du monde. Je ne vous demande pas d'aller en Amérique du Sud, qui n'est pas forcément notre zone d'influence traditionnelle. Je vous parle là du Sahel, qui n'est qu'à deux heures d'avion de Paris ou de Nice. Les choses commencent à aller dans le bon sens, comme l'accord de l'AFD avec l'état-major des armées. Pouvoir s'impliquer dans le cadre de notre présence dans les instituts de coopération régionaux et mettre ces thématiques au goût du jour est, à mon sens, une obligation.

Je ne vous ai pas encore parlé de terrorisme en lien avec l'eau potable. Il s'avère que, par la force des choses, je suis un peu spécialiste du sujet. Nous devons arrêter de tenir un double discours. Nous y

aurons droit un jour ou l'autre, parce que les terroristes sont des gens égotistes, qui adorent que l'on parle d'eux, qui aiment la nouveauté et adorent surtout créer un problème généralisé et une crise de confiance et cela quel que soit le nombre de victimes que nous aurons à déplorer. Nos structures en eau nécessitent d'être mieux protégées, mais les Agences de l'eau répliquent que ce n'est pas au programme et que leur travail consiste à financer les protections des périmètres de captage. Nous sommes en retard d'une guerre. C'est le syndrome de la ligne Maginot ! Tous les professionnels, qu'ils soient exploitants publics ou privés, se rendent compte de la nécessité de mieux protéger leurs infrastructures, mais cela demande des moyens. La dynamique « eau-sécurité », déclinée tant au niveau stratégique qu'au niveau tactique et opérationnel, doit être mise sur la table. Nous devons nous organiser pour porter ces sujets. Je pense que c'est par votre présence au Parlement que nous arriverons à faire bouger les lignes.

Sophie Auconie

Il y a deux sujets. Le premier est l'hydrodiplomatie, c'est-à-dire la place de la France dans la diplomatie de l'eau et par l'eau ; cela concerne les Affaires étrangères. Le second sujet est la problématique du terrorisme en Europe comme en France, et la sécurisation de nos points d'eau et de nos infrastructures en eau. À mon avis, la France ne considère pas suffisamment ce second point et ne se donne pas assez de moyens pour le faire. Nous devons, en tant que parlementaires, nous approprier ces deux sujets. J'en profite pour remercier les parlementaires présents aujourd'hui. Comme tu le disais très bien, il y a eu un fort renouvellement des parlementaires à l'Assemblée nationale où nous devons retrouver une dynamique. Il y avait dans le mandat précédent des hommes et des femmes « de l'eau » à l'Assemblée nationale ou au Sénat. Aujourd'hui, nous ne les avons pas encore identifiés alors que la question est urgente. L'idée d'une audition dans la commission de la Défense, d'une audition dans la commission des Affaires étrangères et dans celle du développement durable sur les aspects des Agences de l'eau pour faire une commission élargie avec une audition de Franck aurait du sens. Nous devons la mettre à l'ordre du jour, c'est une évidence.

Guillaume Benoit

Membre du conseil général d'agriculture et d'alimentation, président du groupe Sécurité alimentaire du PFE

Je vous remercie tout d'abord de cette présentation très utile et éclairante. Vous n'avez pas tellement parlé du lien avec les problèmes agricoles et alimentaires sauf un peu au Yémen et à propos de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), qui a mis en place un comité Water and Food. Il me semble très important de faire le lien. J'en veux pour preuve l'exemple de la Syrie, que vous avez évoqué. Le nord-est agricole de la Syrie a connu, de 2006 à 2010, une grande sécheresse qui a eu pour conséquence la presque disparition du bétail (95 %), une baisse de la production agricole (45 %) et la migration de populations rurales (1,5 million) vers la périphérie des grandes villes, ce qui a eu un impact certain dans le déclenchement des problèmes en Syrie. Il me semble donc essentiel de relier ces questions et de ne pas raisonner seulement au niveau de « l'eau bleue », car il y a aussi « l'eau verte » dans le grand cycle de l'eau. Il convient de voir comment trouver des solutions dans la bonne gestion de l'agro-écosystème, et pas seulement de l'eau qui coule. Pour moi, c'est l'ensemble qui doit être considéré. Je précise aussi que nous avons récemment remis au ministre de l'Agriculture un

rapport dont l'une des recommandations est que la Défense, les Affaires étrangères et l'Agriculture aient une réflexion partagée sur le sujet *Food and Water Security*.

Christophe Audouin

Délégué à la veille concurrentielle et stratégique de Suez

J'ai plus un témoignage à apporter ici qu'une question à poser. Il se trouve que j'ai passé, au cours de ces dernières années, beaucoup de temps dans des unités d'OPEX (unités d'élite). Il y a aussi un certain nombre d'échanges de l'armée avec des opérateurs et des entreprises pour trouver des solutions, des techniques et des modes de coopération sur le terrain. Je suppose que je ne t'apprends rien, Franck. Des collaborations émergent à tous les niveaux des conflits : en amont au niveau des OPEX, en accompagnement des forces et en phase de reconstruction, ce dont tu nous as parlé. Il me semble qu'il y a sur cette thématique, qui rapproche l'École de l'eau et la Défense, des acteurs à identifier, peut-être comme les députés à l'Assemblée, pour former une dynamique. En tout cas, il y a des ressources internes. Merci.

Un intervenant

J'aimerais apporter quelques éléments de réponse sur le risque hydraulique lié aux barrages. Pierre, tu posais la question de ce que faisait le corps des ingénieurs après les événements de septembre. Celui-ci s'est impliqué sur une catégorie sensible au risque terroriste, à savoir les digues et les barrages. Il y a dans le programme de recherche à Pittsburgh toute une série d'actions pour réfléchir à cette question. En dehors du cas du barrage de la Möhne sur la Ruhr, les cas de terrorisme ou d'actes de guerre sur des barrages sont très limités. Quant à l'attaque de la Möhne, cette opération a tout de suite été arrêtée car jugée peu *fair play*. La mort de femmes et d'enfants et non de guerriers est inacceptable en tant qu'acte de guerre. À Mossoul, le risque est naturel. Ce barrage est construit dans des sites peu favorables avec des sols solubles et notamment du schiste. C'est le cas de nombreux ouvrages en Syrie, ce qui nécessite un entretien et des réparations permanentes. Le « risque naturel » reste beaucoup plus important sur les ouvrages hydrauliques. J'étais le mois dernier à l'OMVS et je dois dire que l'aménagement du Sénégal est un outil de paix et de bonnes relations entre ces quatre pays absolument fantastique. Pourvu que cela dure !

Diane d'Arras

Présidente de l'International Water Association (IWA)

Merci. Je suis venue aujourd'hui simplement pour écouter ce qui se dit, parce que je me demandais moi aussi ce que nous pouvons faire dans ce domaine. Merci, Franck, de ton intervention. L'International Water Association devrait s'emparer du sujet et se demander ce qu'elle peut faire. Je ne pense pas qu'elle ait la capacité à le résoudre, mais au moins réfléchir aux actions qu'elle pourrait entreprendre. De temps en temps, nos grands experts se sont passionnés pour réduire la consommation énergétique dans le traitement de l'eau. J'ai plutôt eu tendance à leur dire que notre mission consiste dans la résilience : nous devons donner de l'eau, et tant mieux si l'on peut réduire la consommation. C'est intéressant de se demander si notre mission n'est pas aussi d'éviter que l'eau devienne un conflit et d'avoir pour cela des gens qui sont des professionnels... Au fond, ce genre de

présentation peut permettre aux différents acteurs dans le domaine de l'eau de comprendre en quoi ils ont eux aussi un rôle à jouer, sur quoi agir et comment le faire de façon à diminuer le risque globalement. Les politiques ont un rôle et nous le voyons très clairement. Depuis que la politique prend un peu les choses en main et fixe les objectifs, nous, professionnels, pouvons enfin commencer à proposer des solutions et à agir. Je trouve très intéressant d'avoir cette présentation et de la partager. Il serait intéressant d'avoir à IWA des présentations sur ce thème ; je vais voir comment l'organiser.

Je crois également que nous devons faire très attention au débat public/privé. Singapour est une société publique emblématique, qui a fait un travail extraordinaire. Ce sont des leaders et des visionnaires. Nous devons absolument éviter ce débat public/privé, car les gens se focalisent dessus et les doctrinaires reprennent la main. *In fine*, le fond du problème disparaît alors que la vraie question à se poser est de savoir comment développer la sécurité. Si nous pouvions l'éviter, ce serait fantastique.

Franck Galland

Je vais tout à fait dans le sens de Diane. Le problème ne se situe pas au niveau du public ou du privé concernant les opérateurs. L'important, c'est d'avoir un bon opérateur. Je reste persuadé que l'opérateur en zone sensible (technicien ou ingénieur) est un soldat de la paix. C'est ce qui a été fait à Alger et dans des zones qui sortaient juste de guerre. Il est clair que cela a permis de ramener l'espoir par l'eau H24, l'eau de qualité potable, et rouvrir des plages, parce que l'assainissement fonctionne de nouveau.

Pour en revenir à la problématique alimentaire évoquée très justement, les Chinois ont mis sur le même ensemble la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique et la sécurité hydrique. Je me souviens très bien d'une initiative du China Institute for International Strategic Studies, qui est le *think tank* du deuxième bureau de l'Armée populaire de libération, sur le thème : *What a security china on the World ?* Les problèmes exposés par nos amis chinois lors de la première journée de ce séminaire concernaient déjà l'agriculture, qui utilise 60 % des ressources en eau chinoises. Le problème, c'est que nous sommes les premiers consommateurs mondiaux de viande, et vous connaissez les chiffres pour obtenir un kilo de viande. Comment allons-nous continuer à faire, et même au-delà ?

Je dois intervenir dans une conférence à Oxford la semaine prochaine sur la rareté des matières premières. Toutes les matières premières nécessaires à la croissance verte (aimants pour le fonctionnement des éoliennes...) proviennent des terres rares. 97 % des terres mondiales sont chinoises. 50 % des matières premières viennent de Mongolie-Extérieure, car la Mongolie-Intérieure n'a plus d'eau. Or il faut beaucoup d'eau pour extraire une terre rare spécifique sachant que c'est en outre très polluant. La croissance verte est potentiellement menacée par la rareté des ressources en eau. À l'évidence, les Chinois l'ont compris. En 2015, ils ont décidé de ne pas dépasser 420 milliards de mètres cubes dans le secteur agricole en 2030 et de mettre en œuvre toutes les techniques d'irrigation intelligentes, d'où les partenariats stratégiques qui ont été créés avec Israël, champion du monde dans ce domaine, et Pékin. Tout s'explique. Le lien est évident.

Vous avez fait allusion au barrage de 1943. À l'époque, il s'agissait d'un conflit « mondial classique », avec des gens qui se respectaient et se parlaient malgré tout ce qui se passait. Quand le 617^e escadron de la Royal Air Force a bombardé le barrage sur la Ruhr, ce n'était absolument pas *fair play*. Ils auraient pu continuer en 1944 et 1945, mais ce ne fut pas le cas. Aujourd'hui, nous avons affaire à des gens qui ne répondent à aucune doctrine ni religion. Daech applique une religion musulmane « puriste », car la religion musulmane dit que l'on ne porte pas atteinte à l'eau. Quand vous lisez les doctrines, que ce soit *Inspire* ou *Dabiq*, le dernier numéro en date explique la façon de s'en prendre à un réseau ferroviaire en Europe occidentale. Il y a deux ans, c'était sur la façon de s'en prendre à un barrage. Tout est écrit ; c'est comme *Mein Kampf*. Quand ils prennent un barrage en Irak ou en Syrie et se l'approprient, c'est pour faire du clientélisme, avoir des rentrées financières et éventuellement faire une politique de la terre brûlée.

J'ai été appelé à travailler sur la sûreté d'ouvrages hydrauliques dans un pays du Moyen-Orient, que je ne nommerai pas, parce que des actes de sabotage y ont été constatés. Nous sommes sur des logiques de jusqu'au-boutiste avec des gens sans foi ni loi. Il faut que nous ayons une « unité de gendarmerie » pour assurer la sécurité de nos propres ouvrages hydrauliques en France, comme cela existe aux États-Unis. J'ai publié l'an passé un article sur le sujet dans une revue de sécurité globale. Le barrage Hoover aux États-Unis dispose d'une unité de protection spécialisée dans la sûreté des ouvrages, avec des gens formés, armés et disposant de moyens de contrôle. Je suis allé visiter cet immense barrage essentiel à Las Vegas pour cette raison. Il va falloir que nous évoluions en termes de doctrine sur le sujet. En France, nous avons une gendarmerie aéroportuaire et aérienne. Il est essentiel de sécuriser ce type d'ouvrages par la présence de gendarmes ou par un opérateur privé dûment sélectionné, car il ne faut surtout pas laisser ces ouvrages sans surveillance.

Jeannette Pretot

Vice-présidente du comité de bassin de Seine Normandie et présidente de l'Ambassade de l'eau

Bonjour. Je suis ravie que le monde de l'eau s'ouvre maintenant aux thématiques « eau et sécurité », « eau et paix », « eau et hydrodiplomatie ». J'ai deux casquettes. La première est celle de vice-présidente du Comité de bassin de Seine Normandie et administrateur de l'Agence. Je vous donne raison quand vous dites que l'Agence de l'eau rétorque que ce n'est pas dans le programme. Je profite de la présence de parlementaires dans cette salle pour vous dire que le XI^e Programme va se préparer et qu'il est très important de se pencher sur ce sujet pour pouvoir sensibiliser les membres des Comités de bassins en France. Je serai votre porte-parole pour faire en sorte que nous l'inscrivions à l'agenda d'une prochaine séance de Comités de bassins.

Ma deuxième casquette est celle de présidente de l'association « Ambassade de l'eau », qui a travaillé avec des ingénieurs. Je suis d'accord avec vous quant à l'importance des ingénieurs lors des guerres. Les ONG ne sont pas obligatoirement spécialistes de l'eau. En revanche, les ingénieurs et les étudiants ingénieurs apportent leur savoir et peuvent venir en aide à la population. En 2012, nous avons organisé un atelier sur le thème « l'eau et la paix » pour les régions du Moyen-Orient, du Sahel et de la Méditerranée. Il y avait dans la salle de jeunes ingénieurs, que nous appelons les « ambassadeurs de l'eau », et des hommes politiques. À la suite d'une énorme querelle entre Palestiniens, Jordaniens, Syriens et Libanais, les jeunes ingénieurs ont dit qu'il n'y avait plus de nations en matière d'eau, car

l'eau n'a pas de frontière, mais qu'ils voulaient un passeport méditerranéen et voulaient surtout que la problématique de l'eau soit au-dessus de la politique politicienne. Voilà un autre appel aux parlementaires.

Depuis 2012, cette action a été interrompue pour une raison que j'ignore. Nous sommes en train de la relancer, mais j'ai besoin des parlementaires pour y parvenir. Nous disposons d'un outil, le STRATEAU, qui a été financé par les fonds publics et élaboré par la France, le Liban, l'Italie et la Jordanie. Le STRATEAU est propriété de notre association, mais nous le céderons à l'État s'il le veut. Notre vocation n'est pas de faire de l'argent avec cet outil. Son unique objectif est d'être utilisé par les jeunes ambassadeurs de l'eau à un moment ou à un autre, car le STRATEAU permet de répondre à la demande en eau. Vous trouverez sur Internet (YouTube...) des informations sur cet outil de même qu'un film intitulé « *D'un forum à l'autre* », sur l'action des jeunes ambassadeurs de l'eau. La paix au Moyen-Orient a besoin de cette action.

Pierre Victoria

J'en profite pour dire que le rôle des ONG est fondamental. Notre regretté Raymond Josse avait eu un jour une initiative à la fois fort drôle et extrêmement pertinente : il avait remis à chacun, lors d'une réunion, un « passeport bleu » pour les résidents de chaque Comité de bassin afin de montrer la logique du transfrontalier.

Emmanuel Lenain

Directeur Afrique Proche-Orient Industrie à Suez

Bonjour. Merci, Franck, pour cette présentation et sa grande qualité dont je ne doutais pas. Nous sommes venus en force ce matin. Je sévis sur l'Afrique et le Proche-Orient depuis vingt ans bien avant d'entrer chez Suez, où j'ai travaillé sur les projets de sécurité d'eau en OPEX pour les armées sur les unités mobiles. Tout ce qui a été dit est très juste. J'aimerais savoir si vous travaillez aussi dans la partie « sécurité de l'eau » dans les centrales électriques. Je précise que je suis officier de réserve, d'où mon intérêt pour tous ces sujets. La sécurité de l'eau dans les centrales électriques est un sujet souvent occulté. Vous avez très bien souligné le fait qu'il n'y a pas d'eau sans électricité, mais il ne faut pas oublier que sans eau il n'y a pas de centrale électrique. Je trouve aussi que vous avez très bien dit à quel point nous sommes vulnérables, et ce n'est pas propre à la France. Cela s'applique à tous les ouvrages. J'ai été l'un des derniers Français à aller sur des ouvrages. Je confirme que nous sommes très vulnérables. Merci encore.

Franck Galland

De manière générale, qu'il s'agisse de l'eau et des centrales électriques, de l'eau et des hôpitaux, de l'eau et des clients sensibles, nous avons des progrès à faire au niveau de l'Hexagone comme ailleurs. Nous connaissons nos clients sensibles comme les centres de dialyse, mais quand il s'agit de mettre une double connexion permettant de secourir un hôpital... Aux États-Unis, les hôpitaux se doivent d'avoir à la fois un secours électrique avec des groupes électrogènes et un secours en eau. Dans une configuration dégradée, un camion-citerne de 30 mètres cubes, une bâche souple de 15 mètres cubes,

des tuyaux souples et un surpresseur entrent aussitôt en action afin de continuer à alimenter en eau un bloc opératoire. Chez nous, rien n'est dit sur le sujet. Il y a donc quantité de choses à faire. Cela veut dire aussi que nos opérateurs publics ou privés sont bons, et que nous n'avons pas eu foncièrement de rupture sauf que nous

Le problème, c'est que nous risquons de le payer très cher le jour où il y aura une rupture. Regardez ce que l'usine d'Arkema a vécu suite au passage de l'ouragan Harvey dans un registre différent, qui est à mettre dans une logique de résidence urbaine par rapport aux changements climatiques. C'est une situation extrême climatique qui peut aussi se produire dans certaines parties de la France. Rappelez-vous la tempête Xynthia et l'épisode cévenol. Il peut se produire une rupture électrique majeure induisant une rupture en eau avec des conséquences sur un site industriel sensible qui a besoin de cette eau dans son processus de refroidissement. Il y a l'aspect de défense des incendies et celui de l'eau nécessaire aux *process*.

Le législateur devrait à mon avis être un peu plus regardant. Il y a un guide de l'American Water Works Association sur l'Emergency Water Supply for Hospitals. En France, nous n'avons rien hormis des plans de réponses dégradées. Cela va s'améliorer. Il y a un an et demi, je travaillais sur le secours en eau pour une grande collectivité. Alors que la préfecture de la Savoie avait un plan d'ultime secours ORSEC très complet, avec des listes de camions citernes et de compagnies laitières..., il n'y avait rien sur le département où je travaillais. Après quelques recherches, j'ai trouvé une obligation (remontant à 1988) donnée au préfet de travailler sur le dispositif ORSEC eau potable. Dans la réalité, les préfectures le font plus ou moins consciencieusement. Nous avons donc mené une petite action de lobbying et les préfets ont reçu avant l'été un double courrier de Witkowski, le préfet responsable de la sécurité civile et de la gestion de crise au ministère de l'Intérieur, et du DGS ordonnant à chaque préfecture d'organiser des plans ORSEC eau potable dans un délai de deux ans. Avec cette logique, nous prendrons en compte les clients « sensibles » au sens industriel du terme. On apprend en marchant, certes, mais il arrive d'être étonné par une somme de réglementations qui nous ennuient sur un certain nombre de paramètres concernant la qualité de l'eau alors qu'il n'y a rien sur des choses aussi simples qu'alimenter en eau, en cas de rupture des infrastructures, à la fois une population de 10 000 personnes (seuil minimal) et les sites industriels sensibles qui brûleront s'ils manquent d'eau.

Vanessa Barat

Chef de projet à « Save the Children »

Bonjour. Je travaille pour une ONG internationale. J'aimerais revenir sur le sujet du Liban et notamment la problématique en eau liée à celle des eaux usées. Avec la crise migratoire, les réfugiés s'installent dans des bâtiments en cours de construction ou dans des camps informels, car le Liban interdit les camps officiels. Cela pose un gros problème concernant les eaux usées d'autant plus que le Liban ne traite pas ses eaux usées et ses déchets.

Franck Galland

C'est exactement ce que j'allais vous dire. Une station a été faite à Tripoli, dans le nord du Liban, mais elle n'a jamais été raccordée alors qu'elle pourrait être en état de fonctionner dès demain.

Vanessa Barat

Le problème des eaux usées au Liban devient encore plus problématique dans les zones de conflit, ce qui a un impact sur les ressources en eau et en particulier sur les eaux de surface qui peuvent être utilisées pour alimenter les populations en cas d'urgence. En 2014, notre ONG travaillait en Turquie sur la frontière syrienne. Le barrage de Tabqa était déjà sous le contrôle de l'État islamique, mais fournissait de l'électricité. Alors que la sécheresse sévissait, la Turquie a profité du conflit en Syrie pour fermer les vannes sur l'Euphrate et empêcher ainsi l'eau d'aller en Syrie malgré les accords internationaux. Ces derniers ne sont plus respectés en période de conflit. Personne n'est allé voir la Turquie pour lui dire qu'elle est censée relâcher l'eau. Je trouve que ce problème est peu évoqué.

Ali Belghith

Directeur et initiateur, réseau éducatif international Zénith

Je suis franco-tunisien. Vous avez parlé, cher Monsieur, du Printemps arabe. Personnellement, j'aimerais qu'il en reste. J'ai beau être professeur, j'ai beaucoup appris en vous écoutant. Votre conférence est formidable. Vous vous êtes posé la question de savoir ce que l'islam dit sur l'eau. Je ne fais pas de prosélytisme, je suis un citoyen laïc. Le Coran dit que l'on a fait de l'eau tout vivant. En résumé : l'eau, c'est la vie. Je tenais à dire que je donne aussi des conférences sur le développement durable et sur l'eau dans des entreprises ainsi que dans des collèges et lycées. L'écoute sur ces questions est chaque fois très forte. Merci.

Christophe Libeau

Lieutenant-colonel de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et conseiller technique NRBC BSPP

J'ai moi aussi deux casquettes, comme Madame. J'ai travaillé avec Franck en tant que conseiller technique NRBC et aussi au bureau de planification opérationnelle pour réfléchir à ce que sera notre ville de Paris et le Grand Paris dans cinq à dix ans. Merci tout d'abord pour ce tour du monde géopolitique sans doute sommaire. Dans ce rapport que je n'ai pas encore lu, mais que je me réjouis de lire prochainement avec attention, qu'est-ce qui peut être transposé en termes d'enjeux sécuritaires dans nos pays et en particulier dans la grande conurbation parisienne ?

Chiara de Leonardis

Fédération des entreprises de l'eau

Bonjour. Merci pour votre intervention. Au niveau européen, comment se pose la question du financement ? Je suppose que le terrorisme est une problématique qui mérite une réponse globale au niveau européen. D'autre part, pensez-vous que les objectifs de développement durable prennent en considération les thématiques que vous soulevez et quelle est la réponse apportée par ces objectifs ?
Merci.

Emmanuel de Romemont

Général

Merci, monsieur Galland. J'ai effectué un grand nombre d'opérations dans le monde militaire avant de quitter le service actif. Je m'intéresse depuis à la question de l'eau, car j'ai souvent constaté que les militaires que nous étions arrivaient en pompiers sur des situations défailtantes en matière de développement. Sur cette idée de « soldats de la paix », pensez-vous vraiment qu'il faut donner aux soldats la fonction qu'avaient les Romains de la *Pax romana*, qui construisaient à l'époque les aqueducs ? Je ne serais pas loin de le penser, car toutes les zones qui posent problème sont celles où les ONG ne peuvent pas aller. Seuls les militaires peuvent s'y rendre pour apporter la sécurité. Sans sécurité, les puits sont attaqués et l'on retrouve les mêmes problématiques dont nous n'arrivons pas à sortir. Je crois que cette évolution fondamentale du métier de soldat est quelque chose qu'il faudrait vraiment exploiter. Je serai même prêt à écrire sur le sujet pour vous appuyer, car cela me semble fondamental.

Franck Galland

Mon Général, vous connaissez mon engagement pour les missions opérationnelles. J'ai redécouvert à travers cette mission pour le cabinet du ministre des hommes et des femmes formidables, notamment le corps méconnu des ingénieurs militaires d'infrastructure de la Défense (IMI). Il y a une vraie compétence en eau. Il faut être fidèle à la doctrine de Lyautey, qui était un grand soldat et aussi un grand pacificateur. Il parlait du principe qu'il ne faut pas faire que la guerre, mais savoir répondre du faible au fort et du fort au fort quand c'est nécessaire, et qu'il faut construire. Lyautey était un grand constructeur, y compris dans le domaine hydraulique. Oui, le soldat doit pouvoir, et on en a la compétence, aller vers plus de prise en compte des problématiques liées aux ressources en eau, y compris pour ses propres manœuvres militaires, avant d'entrer sur le théâtre des opérations. Nous avons vu des choses un peu étonnantes lors des opérations du type *Serval* au Mali. Pour combattre dans le désert, il faut de l'eau. On avait commencé à faire des choses plutôt bien à l'époque dès le cessez-le-feu en ex-Yougoslavie. Avec le temps qui passe, les gens en poste changent et il faut « réinventer la roue ». Mais nous devons le faire très sérieusement. Il faut travailler ces questions, c'est évident. Jean-Yves Le Drian en avait tout à fait conscience. Il avait confiance en ses hommes sur ces problématiques.

J'en arrive à la question de Christophe sur la ville. La problématique actuelle dans les villes, ce sont les ouvertures sauvages des bornes d'incendie. Je profite de la présence de parlementaires pour en parler. Il ne s'agit pas de terrorisme, mais d'incivilité urbaine très grave. Cela fait trois étés que nous subissons en région parisienne des ouvertures hallucinogènes pour les opérateurs, car cela engendre des à-coups hydrauliques, des casses dans le réseau, des baisses de pression, des inondations et plus de défense incendie. L'ouverture sauvage de bornes d'incendie devient un sport national dès qu'il fait chaud, de la même manière qu'ils brûlent des voitures le 14 juillet ou le 31 décembre. Or il fera de plus en plus chaud du fait du changement climatique. Ce phénomène d'ouvertures sauvages de bornes d'incendie a commencé à Aubervilliers en juillet 2015, entraînant la perte de 250 000 mètres cubes d'eau en deux jours. Le 21 juin 2017, le record a été battu en une journée en Seine-Saint-Denis.

Ce phénomène devient très inquiétant, d'autant plus qu'il s'étend : alors qu'il ne se produisait que dans les banlieues de Lille et de Paris, même la province est touchée aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que les réseaux sociaux s'y mettent, provoquant une véritable escalade.

Le nouveau sport à la mode, c'est le *water boarding* : il s'agit de dégonder une porte, de la mettre sur une bouche d'incendie et de lâcher la pression. L'enjeu consiste à se tenir en équilibre dessus le plus longtemps possible. Il faut être intraitable sur ces sujets. Normalement, c'est passible de 75 000 € d'amende et de cinq ans d'emprisonnement. Un député de la République a interpellé le ministre de l'Intérieur au mois de juin dernier, lequel a fait une réponse très intéressante le mois suivant en donnant des statistiques d'arrestation. Il y a une réponse pénale très claire tout comme une réponse d'atténuation. On peut mettre en place des moyens quand il fait très chaud, comme arroser les chaussées à 5 heures du matin, ouvrir les espaces verts... En tant qu'opérateurs, nous nous devons d'être accompagnés sur le sujet. Quand on demande aux opérateurs de Suez ou d'autres sociétés, qu'elles soient publiques ou privées, d'aller fermer les bornes d'incendie, c'est leur intégrité physique qui est en jeu sans compter qu'ils subissent des agressions verbales. C'est de la sécurité.

Autrefois, la borne d'incendie faisait partie du paysage. Personne n'y touchait, parce que c'était sacrosaint, sauf des « gens » malintentionnés, des voleurs d'eau, des gens du voyage ou des entreprises de travaux publics peu regardantes. La borne d'incendie est devenue désormais source d'intérêt dans une optique aussi de pollution, car c'est une entrée extraordinaire sur le réseau. Il y aura forcément un petit malin qui, à un moment donné, verra l'intérêt d'injecter dans le réseau des pollutions pour provoquer un problème. Une mauvaise manipulation des pompiers de Lyon sur le deuxième arrondissement en septembre 2016 a envoyé dans le réseau de la mousse destinée à l'extinction des incendies. Les habitants de l'arrondissement en question n'ont pas eu besoin de savon moussant pendant toute une journée. C'était un accident, mais cela pourrait ne pas être qu'accidentel. C'est un exemple d'application urbaine où il faut « taper », car cela deviendra de plus en plus actuel lors de chaque période de chaleur.

Pierre Victoria

Merci beaucoup, Franck Galland. Avant que Sophie nous dise quelques mots de conclusion, je tiens à remercier la Fédération nationale des travaux publics de nous accueillir dans cet amphithéâtre très agréable.

Conclusion

Sophie Auconie

Présidente du Cercle français de l'eau

Merci, cher Franck, pour la qualité de cet exposé. Je remercie également l'auditoire pour la qualité des échanges. En guise de conclusion, j'aimerais ajouter quelques précisions. Nous avons des outils de communication. Nous sentons aujourd'hui une certaine sensibilisation à cette problématique. Pour preuve, il y a ce groupe de haut niveau composé de quinze experts et la satisfaction que tu sois, cher Franck, l'expert français de ce Panel. Nous devons alimenter cette sensibilisation par le débat d'un certain nombre d'acteurs de l'eau français, européens et internationaux. Le Conseil mondial de l'eau est effectivement un des outils de communication sur cette thématique de sensibilisation et de prise de décisions. L'Europe aussi.

Je vous rappelle que j'ai besoin, pour le colloque du 30 novembre à l'Assemblée nationale, de la présence d'un maximum de députés de toutes les commissions qui sont directement concernées par le sujet. Chers collègues, j'ai besoin que vous communiquiez sur cette thématique. Nous allons parler de l'Europe et de la contribution française à la politique de l'eau au niveau de l'Europe. Deux sujets seront abordés. Le premier, qui est celui de la sécurité, est un sujet dont les Institutions européennes doivent se saisir. C'est une évidence et ce sera peut-être le moment d'en parler. Le deuxième sujet est celui des Agences de l'eau. Il y aura des représentants d'Agences de l'eau et certainement François Sauvadet, qui est le président du Comité de toutes les Agences de l'eau de France. Ce sera l'occasion pour nous de parler de l'intérêt, pour les Agences de l'eau et pour le XI^e Plan, de flécher sur la sécurité les problématiques dont nous venons de parler. À l'heure d'aujourd'hui, force est de constater que ce n'est pas un des éléments que les Agences de l'eau financent. C'est un vrai sujet. Je pense que nous allons être plusieurs à porter ce discours à travers nos présences dans des institutions françaises, européennes ou internationales.

Merci à tous et rendez-vous le 30 novembre, de 9 h 30 à 12 h 30, à l'Assemblée nationale. Vous trouverez le programme sur le site Internet du Cercle Français de l'eau. Bonne journée à tous.